

**Plan d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes III — 2021-2025**  
**Plan de mise en œuvre au niveau national — CLIP BURUNDI**

**1. Contexte de l'action de l'UE en faveur de l'égalité des femmes et des hommes et de l'autonomisation des femmes dans le pays**

Le Burundi fait partie des « Pays les Moins Avancés » et se caractérise par une grande fragilité<sup>1</sup>, tant sur le plan institutionnel que socio-économique et environnemental. Avec une population d'environ 12 million d'habitants, le Burundi est l'un des pays les plus densément peuplés avec 470 habitants par km<sup>2</sup> et une croissance démographique de 3,5% par an. La population est caractérisée par son extrême jeunesse: 43% de la population est âgée de moins de 15 ans, 62% est âgée de moins de 25 ans et 35% des jeunes ont un âge compris entre 15 et 35 ans<sup>2</sup>.

Sur le plan socio-économique la valeur de l'Indice de Développement Humain du Burundi pour 2019 s'établit à 0.433—ce qui place le pays dans la catégorie «développement humain faible » et au 185<sup>e</sup> rang parmi 189 pays et territoires. Près de 87% de sa population vit en-dessous du seuil de pauvreté<sup>3</sup>.

Le tissu social témoigne ainsi de fortes inégalités de genre, situant le pays au 124<sup>ème</sup> rang sur 162 dans l'indice d'inégalité de genre en 2019 du PNUD. Bien que les femmes burundaises représentent 51% de la population, dont 87% vivant en milieu rural, au sein du ménage l'homme reste le chef de la famille: il est le propriétaire des biens et du foncier, il détient l'autorité parentale et c'est à lui que les décisions importantes concernant les ressources et le ménage reviennent. Concernant la santé génésique, il est à signaler que 8,3% des femmes âgées de 15 à 19 ans ont déjà commencé leur vie reproductive, ce taux est plus élevé dans certaines provinces: 15% dans la province de Ngozi<sup>4</sup>.

Les femmes subissent multiples formes de discrimination en tant que filles, femmes cheffes de ménage, femmes Batwa, femmes vivant avec le VIH/SIDA, handicapées, migrantes, réfugiées, rapatriées, déplacées internes. Elles font face à de nombreux obstacles pour accéder aux moyens de production et aux services sociaux de base, y compris l'éducation. Seulement 1 adolescente sur 5 termine ses études secondaires. Les femmes sont également victimes des violences sexuelles et physiques: 47% des femmes âgées de 15 à 49 ans ont déclaré avoir déjà subi des violences domestiques au cours de leur vie<sup>5</sup>.

En ce qui concerne les activités économiques, et en particulier dans l'agriculture secteur où 84% des femmes travaille, il subsiste des grandes inégalités. L'accès des femmes aux facteurs de production et à leur contrôle dans le secteur agricole constitue un enjeu majeur pour le développement socioéconomique du pays et la réduction de la pauvreté. Les femmes ne sont pas prioritaires pour l'accès à la terre, aux semences et à la mécanisation, et ne gèrent pas toujours directement les produits issus de leurs travaux. Leur accès au crédit est également très limité.

<sup>1</sup> Classification of fragile and conflict-affected situations, Banque Mondiale: <https://www.worldbank.org/en/topic/fragilityconflictviolence/brief/harmonized-list-of-fragile-situations>

<sup>2</sup> Burundi: troisième enquête démographique et santé 2016-2017 (EDS-III), décembre 2017.

<sup>3</sup> Burundi, Banque Mondiale: <http://pubdocs.worldbank.org/en/708231492188151479/mpo-bdi.pdf>

<sup>4</sup> L'égalité de genres au Burundi: note de synthèse 2020, UNICEF, p. 5.

<sup>5</sup> Ibidem, p.5.

Au niveau institutionnel, la question du genre n'est pas encore suffisamment prise en compte et les femmes ne sont pas toujours en mesure de participer à la vie politique.

En 2020, la pandémie de Covid-19 a exacerbé la vulnérabilité des femmes et plus en général des couches vulnérables (enfants, personnes handicapées, minorités ethniques). Cette situation a eu un fort impact sur les rapports entre hommes et femmes et a causé l'augmentation du nombre de violences basées sur le genre, du nombre de femmes cheffes de ménage et plus en général de la pauvreté et l'exacerbation des violations des droits de l'homme.

L'art. 22 de la Constitution burundaise reconnaît le principe de l'égalité des genres<sup>6</sup>. Le Ministère de la Solidarité Nationale, des droits de la Personne Humaine et du Genre (MSNDPHG) est chargé de définir et mettre en œuvre la politique nationale de défense et de garantie des droits des femmes dans la famille et la société. Le ministère est confronté à un manque de ressources humaines qualifiées et de ressources budgétaires. Son personnel, fort limité, dispose d'un accès limité aux formations nécessaires à la promotion des femmes et à l'égalité des genres. Malgré l'intérêt croissant porté à la question de l'intégration de la dimension de genre dans les politiques et programmes gouvernementaux, le MSNDPHG n'est pas une priorité du budget de l'état<sup>7</sup> puisqu'il reçoit le moins de financements parmi tous les ministères.

Sur le plan institutionnel, le gouvernement du Burundi a ratifié plusieurs Conventions et a également validé la Politique Nationale Genre (2011-2025) qui a la vocation à lutter contre les disparités entre les sexes a été validée. Malgré ces efforts<sup>8</sup>, l'approche genre n'est pas encore intégrée dans les politiques et stratégies de développement, et les mécanismes juridiques et institutionnels nécessaires pour permettre sa mise en œuvre font toujours défaut. Les mécanismes juridiques et institutionnels nécessaires pour permettre sa mise en œuvre font toujours défaut.

Le Burundi a ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF), le Programme d'Action de Beijing, la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies et celles qui lui sont connexes (notamment 1820, 1888, 1889, 1960, 2106 et 2122), les déclarations (déclaration de l'Union Africaine sur l'égalité entre les hommes et les femmes), la décennie de la femme africaine, les politiques et stratégies genre des différentes organisations dont le Burundi est membre. Néanmoins, les protocoles additionnels de Maputo et de la CEDEF n'ont pas été ratifiés, notamment du fait de l'opposition du Gouvernement à légaliser l'avortement.

Le CLIP 2021-2025 de l'UE au Burundi découle du profil national en matière d'égalité entre les hommes et les femmes qui a été réalisé en 2021.

L'analyse a permis d'élaborer des propositions et des recommandations pour l'intégration de l'approche genre dans les domaines d'intervention du PIP 2021-2027 Burundi mais aussi pour l'identification des objectifs et des indicateurs pour le GAP III :

---

<sup>6</sup> L'art. 22 de la Constitution burundaise prévoit que: *«Tous les citoyens sont égaux devant la loi, qui leur assure une protection égale. Nul ne peut être l'objet de discrimination du fait notamment de son origine, de sa race, de son ethnie, de son sexe, de sa couleur, de sa langue, de sa situation sociale, de ses convictions religieuses, philosophiques ou politiques ou du fait d'un handicap physique ou mental ou du fait d'être porteur du VIH/SIDA ou toute autre maladie incurable».*

<sup>7</sup> *Analyse de la prise en compte de la dimension genre dans le budget général de l'état, exercice 2020/2021*, Observatoire de l'action gouvernementale et 11.11.11, Bujumbura, 2020.

<sup>8</sup> Le Code pénal comporte des dispositions qui renforcent la répression des violences sexuelles, des violences domestiques, du harcèlement sexuel (art.560) et interdit la polygamie (art.530).

### Domaine prioritaire 1 Croissance inclusive, durable et créatrice d'emploi

- Malgré leur dynamisme dans les processus productifs, surtout dans le domaine de l'agriculture et leur importance dans la vie domestique quotidienne, en particulier dans les différentes tâches de collecte du bois, d'approvisionnement d'eau, suivi et soins des enfants, etc., les femmes ne sont pas valorisées à leur juste titre. Leur accès aux ressources reste très limité, notamment pour les femmes en milieu rural qui, entre autre, présentent les taux les plus importants d'analphabétisme et de pauvreté, et dont le pouvoir de prise de décision reste très limité, voire inexistant, dans les sphères privées et publiques. Les femmes restent confrontées non seulement à la persistance des barrières culturelles discriminatoires, mais aussi et surtout au vide juridique occasionné par l'absence d'une loi sur les successions, les libéralités et les régimes matrimoniaux. Cette loi, attendue depuis fort longtemps n'a pas encore bénéficié de l'attention du Gouvernement malgré un travail important de plaidoyer mené par les organisations nationales et internationales qui travaillent pour l'avancement des droits de la femme en général, et de ses droits fonciers en particulier. Seules 17,7% des femmes vivant en milieu rural disposent d'un titre de propriété foncière<sup>9</sup> et la grande majorité n'a pas d'accès au crédit et aux marchés.

### Domaine prioritaire 2 Développement humain et services de base

- En ce qui concerne la santé, les réformes portant sur la gratuité des soins de santé aux mères et aux enfants âgés de moins de 5 ans ont permis certains progrès: la mortalité infanto-juvénile a fortement diminué en passant de 96 à 78 pour mille naissances vivantes entre 2010 et 2017<sup>10</sup>. Néanmoins, la mortalité maternelle a enregistré de faibles progrès avec un taux de mortalité qui reste encore très élevé (en 2020, le ratio de mortalité maternelle, sur 100,000 naissances vivantes, 712 femmes décèdent de causes liées à la grossesse<sup>11</sup>). L'accès pour les jeunes entre 20 et 24 ans à l'information et l'offre des services de santé sexuelle et reproductive reste encore très restreint.

Les inégalités de genre dans l'accès à l'éducation ont été fortement réduites: filles et garçons ont pratiquement le même taux d' enrôlement dans les trois premiers cycles. Cependant, malgré les progrès appréciables en termes de parité dans le cycle primaire, l'accès à l'éducation de base et à la formation professionnelle reste encore inéquitable.

### Domaine prioritaire 3 Bonne gouvernance et état de droits

- Les violences à l'égard des femmes persistent au Burundi. Elles attentent à la dignité des femmes et vont à l'encontre de la législation nationale et internationale. Dans ce contexte, on peut mentionner les violences domestiques et violences sexuelles (l'ampleur du problème reste inconnue faute de données statistiques). Bien que le gouvernement ait mis l'accent sur la pénalisation de plusieurs pratiques en renforçant régulièrement la législation nationale, force est de constater qu'il n'y a pas encore les moyens nécessaires pour la détection, la poursuite et la punition effective de ces violences, ni pour la prise en charge intégrale des victimes.

---

<sup>9</sup> Plan d'action 2017-2021 de mise en œuvre de la politique nationale Genre 2012-2025, Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la personne humaine, et du genre.

<sup>10</sup> Burundi: troisième enquête démographique et santé 2016-2017 (EDS-III), décembre 2017, p.16-17.

<sup>11</sup> Analyse de la prise en compte de la dimension genre dans le Budget Général de l'Etat, exercice 2020-2021, Observatoire de l'Action Gouvernementale et 11.11.11, p.42

- Dans le domaine de la justice, plusieurs problèmes ont été identifiés. L'accès des femmes à la justice et notamment des femmes victimes de violences reste difficile. Au plan légal, il existe en général une méconnaissance des droits des femmes au sein de la société qui empêche les femmes de se mobiliser pour faire valoir leurs droits.

Les recommandations de la société civile au niveau stratégique, invitent l'UE et ses États membres à un plaidoyer actif pour susciter l'intérêt du gouvernement du Burundi à:

- Mettre l'accent sur les actions de la lutte contre toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, et notamment les violences sexuelles.
- Renforcer le Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre afin d'arriver à la mise en œuvre de la Stratégie d'Institutionnalisation de Genre avec des mesures concrètes, solides, logiques, efficaces et durables à moyen et long terme.
- Dynamiser les mécanismes de suivi de l'approche genre dans les politiques sectorielles, notamment à travers la nomination des points focaux genre de chaque ministère, le renforcement de la Commission Nationale Indépendante pour les Droits de l'Homme et des groupes de suivi de genre.

Pour la préparation du CLIP la Délégation de l'Union européenne au Burundi a consulté les quatre pays membres présents au Burundi, les agences des Nations Unies (ONU Femmes, UNICEF et le PNUD), la Commission Indépendante Nationale pour les Droits de l'Homme, les associations féminines et les représentants des organisations de la société civile actives au Burundi comme l'AFJB -Association des Femmes Juristes Burundaises-, l'association *Dushirehamwe*, CAFOB - Collectif des associations et ONG féminines du Burundi -, le Mouvement des Femmes et Filles pour la Paix et la Sécurité, et l'AFRABU- l'Association des Femmes Rapatriées du Burundi.

Il sied de mentionner que le renouvellement des pouvoirs exécutif et législatif suite aux élections de mai 2020 et les récents gestes d'ouverture du Président, ont créé les conditions pour permettre, à terme, une normalisation des relations avec la communauté internationale. Dans ce nouveau contexte le dialogue politique a été renoué pendant le premier semestre de 2021. L'avis favorable du COAFR du 26 mai 2021 pour lever les mesures appropriées décidées en 2016 par le Conseil, confirment que le processus de normalisation des relations entre le Burundi et l'UE et ses États membres progresse positivement. Le dialogue politique priorise actuellement les aspects liés aux droits humains et aux questions liées à l'égalité de genre.

## **2. Domaines thématiques d'engagement et objectifs sélectionnés**

Le profil genre pays montre que les défis pour la promotion de l'égalité sont multiples et s'étendent dans tous les domaines (social, culturel, économique, politique). À cet égard l'action de l'UE en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes au Burundi aura comme objectif global de contribuer à garantir l'absence de toute forme de violence de genre et, en parallèle, de promouvoir l'autonomisation des femmes.

L'UE poursuivra une stratégie cohérente à travers différentes interventions dans le secteur de la santé, du développement rural et de la gouvernance. Ces efforts seront menés en collaboration avec les États membres et les autres acteurs œuvrant dans la promotion de l'égalité de genre. Les groupes vulnérables, comme les femmes réfugiées rapatriées, les personnes vivant avec un handicap et les minorités ethniques, vont aussi nécessiter une attention particulière.

La stratégie genre est un axe prioritaire des politiques d'aide au développement des États membres, notamment des Pays Bas, de la Belgique, de la France et de l'Allemagne au Burundi dont l'objectif principal est de contribuer à un développement durable, inclusif et équitable entre femmes et hommes, d'éliminer la violence contre les femmes et de promouvoir leur autonomisation économique.

À cet effet et conformément au PIP 2021-2027 pour le Burundi, l'UE a identifié les domaines d'engagement suivants:

1. Garantir l'absence de toute forme de violence de genre
2. Promouvoir la santé et les droits sexuels et génésiques
3. Promouvoir les droits économiques et sociaux et garantir l'autonomisation des filles et des femmes
4. Promotion de l'égalité en matière de participation et d'exercice de responsabilité
5. Intégrer le plan d'action en faveur des femmes, de la paix et de la sécurité

Les objectifs thématiques spécifiques sont les suivants:

### ***OG 1 Garantir l'absence de toute forme de violence de genre***

1. Les femmes, les hommes, les filles et les garçons, dans toute leur diversité, sont mieux protégés contre toutes les formes de violence sexiste dans la sphère publique et privée, sur le lieu de travail et en ligne par la législation et l'application effective de celle-ci.
2. Les femmes, les hommes, les filles et les garçons, dans toute leur diversité, sont des acteurs du changement en ce qui concerne les normes sociales discriminatoires, les stéréotypes de genre et les facteurs de conflit liés au genre.
3. Les femmes, les hommes, les filles et les garçons, dans toute leur diversité, qui subissent des violences sexistes disposent d'un accès renforcé aux services essentiels.
4. Promotion et protection accrue du droit de chaque personne à exercer un contrôle total et à prendre des décisions de façon libre et responsable sur les questions liées à sa sexualité ainsi qu'à sa santé et à ses droits sexuels et génésiques, sans faire l'objet de discriminations, de contraintes ou de violences.
5. Les femmes, les hommes, les filles et les garçons, dans toute leur diversité, victimes de la traite des êtres humains en vue de subir toutes formes d'exploitation et d'abus disposent d'un accès amélioré à des services d'aide à l'intégration socio-économique et d'aide psychosociale adéquats et de qualité.
6. Les femmes, les hommes, les filles et les garçons, dans toute leur diversité, sont mieux protégés contre les violences sexuelles et fondées sur le genre dans les situations de crise humanitaire et de fragilité.
7. Les organisations de défense des droits des femmes, les mouvements sociaux et les autres organisations de la société civile jouent un rôle influent dans les actions visant à éradiquer les violences sexistes.

### **Actions politiques proposées**

L'UE a proposé que la lutte contre les VSBG soit une priorité de la feuille de route du dialogue politique avec le gouvernement du Burundi. A travers ce dialogue, l'UE et ses États membres devraient pouvoir identifier des actions concrètes aux différents niveaux (politique, institutionnel et opérationnel) permettant de renforcer la lutte contre les VSBG. Par exemple mettre en place une instance d'échange avec tous les points focaux genre des Ministères et en particulier avec le Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre. Ce dernier contribue, entre autres, à l'adoption des lois et des stratégies visant la promotion et la protection des droits des femmes, initie la ratification des instruments juridiques internationaux des droits de l'homme et élabore des rapports périodiques de mise en application de ces instruments.

### Actions opérationnelles proposées

Création de l'observatoire nationale de lutte contre les VSBG. Le but étant de renforcer les capacités nationales pour la promotion et la protection des droits des femmes et la prise en compte effective de leur situation par les politiques nationales de développement.

Dans cette perspective, les activités envisagées, dans le cadre de l'observatoire nationale de lutte contre les VSBG, auront pour but de:

- Faciliter l'accès à des services et mécanismes efficaces de protection sociale et prise en charge;
- Sensibiliser les communautés sur l'égalité de genre et sur la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) y compris les hommes qui sont trop souvent exclus des formations, ce qui malheureusement contribue à l'échec des politiques anti VBG;
- Renforcer les capacités des OSC dans les activités de sensibilisation et de plaidoyer sur les lacunes de la loi contre les VSBG n°1/013 du 22/9/2016 et les articles de la loi à réviser par rapport au Code Pénal.

Le dialogue avec la société civile est essentiel, ainsi qu'avec les institutions capables de proposer des solutions innovantes et inclusives pour renforcer le système de lutte contre les VSBG.

### ***OG 2 Promouvoir la santé et les droits sexuels et génésiques***

1. Un environnement juridique, politique et sociétal propice permettant aux femmes et aux filles d'accéder à des soins et à des services de santé sexuelle et génésique de qualité et protégeant leurs droits sexuels et génésiques
2. Un accès amélioré, pour chaque individu, à des soins et services de santé sexuelle et génésique, y compris à des services de planification familiale, à des informations et à une éducation sur leurs droits sexuels et génésiques.

### Actions politiques proposées

Depuis plusieurs années l'UE est un des principaux bailleurs du secteur de la santé. Ainsi, malgré l'interruption du dialogue politique, l'importance de l'aide européenne en matière de santé est reconnue de façon unanime par les autorités burundaises et les partenaires internationaux. Dans ce cadre, en mai 2021, la coordination du Groupe de Partenaires Financiers de la Santé (GPFS) a été confiée à l'UE, qui assurera en parallèle la coprésidence du Cadre des Partenaires de la Santé et du Développement (CPSD), structure de coordination sectorielle présidée par le Ministère de la santé.



Son rôle de premier plan dans l'appui au système de santé publique et particulièrement dans le soutien du Système de Financement Basé sur les Performance pour la Gratuité des soins (SFB-G) qui est une des politiques phare des autorités burundaises, et dans le système de coordination de la santé, font de l'UE un acteur incontournable pour le dialogue sectoriel avec les autorités. Dans la perspective d'une possible levée des mesures appropriées cela ne pourra que renforcer le positionnement stratégique de l'UE pour un dialogue politique efficace.

#### Actions opérationnelles proposées

Dans le cadre de l'appui au secteur de la santé que l'UE soutient depuis 2016, l'UE va promouvoir des actions qui renforceront la participation communautaire dans la gestion du système de santé au niveau communautaire, ce qui permettra de faciliter l'accès des femmes et des plus vulnérables aux soins de santé. De plus, multiplier leur nombre car ils sont trop peu nombreux au regard de la demande et surtout des objectifs à atteindre.

Les nouvelles interventions viseront à renforcer l'accessibilité et la qualité des soins de santé avec une attention aux services de santé sexuelle et génésique. Le système FPB-G sera progressivement amélioré pour renforcer aussi la prise en charge des violences basées sur le genre (VBG), la planification familiale, ainsi que la prise en charge des indigents.

La participation de la société civile à niveau communautaire dans la gouvernance des centres de santé et l'accès aux soins à travers de la protection sociale et de l'assurance maladie, seront aussi améliorés. La synergie entre ces différentes composantes permettra d'avancer vers la Couverture Sanitaire Universelle à travers ses trois dimensions – offre en services de santé, accès des personnes aux soins de santé, protection financière – tout en agissant sur la qualité de manière transversale.

#### ***OG 3 Promouvoir les droits économiques et sociaux et garantir l'autonomisation des filles et des femmes***

1. Amélioration de l'accès des femmes, dans toute leur diversité, aux services et produits financiers, ainsi qu'aux ressources productives.
2. Les femmes, dans toute leur diversité, disposent d'un accès renforcé aux possibilités d'entrepreneuriat, y compris d'entrepreneuriat social, et à des moyens de subsistance de substitution, et participent davantage à l'économie verte et circulaire.
3. Amélioration de l'accès des femmes, dans toute leur diversité, aux rôles de gestion et de direction dans les secteurs et instances économiques et sociaux.
4. Réduction des disparités de genre en ce qui concerne l'inscription, la progression et la poursuite des études des femmes, des hommes, des filles et des garçons, à tous les niveaux d'éducation et d'apprentissage tout au long de la vie.

#### Actions politiques proposées

Les droits économiques et sociaux seront abordés lors des différentes réunions sectorielles de coordination avec les autorités nationales et locales. Dans ce cadre l'UE et ses États membres vont plaider pour des mesures actives pour intégrer l'égalité de genre dans les politiques et stratégies sectorielles.

Le principal acteur institutionnel dans le monde rural est le Ministère de l'Environnement et de l'Agriculture qui a la tutelle sur différentes entités de mise en valeur et de recherche, et d'appui à l'emploi en milieu rural. Les autres ministères concernés sont le Ministère du Commerce, le Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre, le Ministère du Travail et le Ministère de l'Education.

### Actions opérationnelles proposées

Les actions prévues dans le cadre du PIP 2021-2027 visent à réduire la féminisation de la pauvreté en milieu rural en assurant l'égalité homme-femme d'accès à l'éducation, à la terre ainsi qu'aux moyens de production et plus en général aux activités économiques.

L'UE va promouvoir des actions complémentaires à celles financées par l'Ambassade de France et UNICEF dans le domaine de l'éducation des filles et femmes visant à réduire les barrières d'accès à l'éducation.

Des interventions pour promouvoir l'entrepreneuriat féminin avec la participation des associations féminines seront aussi mises en place dans les prochaines années.

En ce qui concerne le secteur agricole, les actions au profit des petits agriculteurs et éleveurs intégreront l'approche genre afin de prévenir les disparités entre femmes et hommes sur le plan économique et social. Ces actions seront en synergie et complémentarité avec les projets financés par ONU Femmes dans le domaine du renforcement de la cohésion sociale pour les femmes et les filles rapatriées, les personnes déplacées et les communautés d'accueil de Kirundo, Muyinga et Bujumbura Rural.

L'UE encouragera aussi la progression et la poursuite des études des femmes à travers les activités du nouveau programme ERASMUS.

### ***OG 4 Promotion de l'égalité en matière de participation et d'exercice de responsabilité***

1. Création de conditions propices à une participation égale des femmes, des hommes, des filles et des garçons, dans toute leur diversité, aux processus de prise de décision.
2. Les femmes et les filles, dans toute leur diversité, disposent d'un accès amélioré à la justice afin de protéger leurs droits civils et politiques.
3. Les organisations de femmes, les autres OSC et les femmes qui défendent les droits de l'homme œuvrant en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes et de l'autonomisation et des droits des filles et des femmes travaillent plus librement et sont mieux protégées par la loi.
4. Des normes, attitudes et comportements sociaux équitables promouvant l'égalité de la participation et de l'exercice de responsabilités sont encouragés au niveau communautaire et individuel, grâce à l'éducation civique, aux médias, à l'éducation et à la culture à tous les niveaux.
5. Amélioration des systèmes destinés à collecter des données de qualité, ventilées et comparables à l'échelle mondiale sur la participation et l'exercice de responsabilités politiques par les femmes.

### Actions politiques proposées

L'UE et ses États membres entretiendront des contacts réguliers avec les autorités (Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre, Ministère de la Justice, Ministère de l'Intérieur, ISTEEDU), les partis politiques et la société civile pour un plaidoyer actif. Ce dialogue devrait permettre de gagner progressivement la confiance des autorités (gouverneurs, autres autorités locales, partis politiques) et de faire monter dans l'agenda politique la question de l'équité femme-homme et d'encourager la participation des femmes et des jeunes à la vie politique de leur pays. Cet engagement sera également mené au niveau régional à travers un appui à la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) dans la mise en œuvre et le suivi au niveau des États membres du Plan d'Action Régional de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies sur les



femmes, la paix et la sécurité. La présence des femmes et des jeunes au sein des partis politiques – et la façon dont ceux-ci encouragent et cultivent leur participation ou abordent les questions liées à l'égalité des sexes – est un facteur clé de leur émancipation politique.

#### Actions opérationnelles proposées

Plusieurs actions sont prévues au niveau du PIP (domaine prioritaire 3 - Bonne gouvernance et état de droit) et à travers des ressources de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH) pour faciliter l'accès des femmes à la justice, promouvoir leur rôle dans le développement socio-économique du Pays et leur participation dans la vie politique. Des actions vont aussi contribuer à l'alphabétisation fonctionnelle et conscientisant et à la participation des couches marginales de la population, y compris les réfugiées et rapatriées, les femmes Batwa et les femmes handicapées, qui ont un accès encore très limité à la justice, à la vie politique et aux postes de responsabilité.

En synergie avec l'Ambassade des Pays Bas, l'UE va continuer à appuyer les actions menées par le Netherlands Institute for Multiparty Democracy visant à renforcer la participation des femmes et des jeunes dans la vie politique. Une étroite collaboration avec l'ambassade des Pays Bas est aussi prévue dans le domaine d'accès des femmes, y compris les femmes handicapées, réfugiées et rapatriées, à la justice et à l'aide légale.

#### ***OG 5 Relever les défis et exploiter les opportunités offertes par la transition verte et la transformation numérique***

1. Participation accrue des femmes et des filles, dans toute leur diversité, aux processus de prise de décision relatifs à la gestion et valorisation des ressources naturelles.
2. Les stratégies et les accords relatifs à l'atténuation du changement climatique, à l'adaptation à ce phénomène, à la réduction des risques de catastrophe et à la gestion durable des ressources naturelles et de la biodiversité sont plus sensibles au genre au niveau local, national, régional et international.
3. Les femmes, les hommes, les filles et les garçons, dans toute leur diversité, qui luttent contre le changement climatique dans leur vie quotidienne et préservent l'environnement naturel sont reconnus et valorisés.
4. Les femmes et les hommes, dans toute leur diversité, participent de plus en plus et disposent d'un accès amélioré aux emplois, aux possibilités d'entrepreneuriat et aux moyens de subsistance alternatifs offerts par l'économie verte et l'économie circulaire.
5. Les femmes et les hommes, dans toute leur diversité, participent à la gestion/ contrôle/ surveillance des écosystèmes et de leur biodiversité au travers d'outils numériques.

#### Actions politiques proposées

L'UE et ses États membres devraient continuer à soulever les questions relatives aux opportunités offertes par la transition verte et la transformation numérique lors de leurs contacts avec les autorités locales et en particulier avec le Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage, et le Ministère du Commerce et de l'Industrie. Les autres ministères concernés seront le Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre, le Ministère du Travail et le Ministère de l'Education. Chaque fois que cela est nécessaire, y compris à des fins de visibilité, la Délégation de l'UE et ses États membres organiseront des visites conjointes des projets.

### Actions opérationnelles proposées

Les actions prévues dans le cadre du PIP 2021-2027 visent à réduire la féminisation de la pauvreté en milieu rural en assurant l'égalité homme-femme d'accès à l'éducation, à la terre ainsi qu'aux moyens de production et plus en générale aux activités économiques. Des interventions pour promouvoir l'entrepreneuriat féminin avec la participation des associations féminines seront aussi mises en place. En ce qui concerne le secteur agricole, les actions au profit des petits agriculteurs et éleveurs intégreront l'approche genre afin de prévenir les disparités entre femmes et hommes sur le plan économique et social.

La numérisation sera intégrée dans les opérations afin d'en améliorer l'efficacité et l'impact.

Les associations de la société civile et, en particulier, les associations féminines burundaises seront impliquées à partir de la phase d'identification des projets. En particulier, les suivantes organisations seront impliquées : l'Association des Femmes Juristes Burundaises, l'association de femmes Dushirehamwe, l'Association des Femmes Rapatriées au Burundi (AFRABU), l'Association des Femmes Journalistes Burundaises, Kazozah, association de femmes artisanes et le Mouvement des Femmes et Filles pour la Paix au Burundi.

### **3. Action (s) ciblée (s) en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes et de l'autonomisation des femmes**

L'action G2 que l'UE envisage entamer de façon conjointe avec les États membres, vise la création d'un Observatoire National de Lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre. Cet observatoire sera créé à l'intérieur du Ministère de la Solidarité Nationale, des droits de la Personne Humaine et du Genre et cogéré par l'Association des Femmes Juristes Burundaises. Il s'agit d'une réponse adaptée aux contraintes et besoins spécifiques au Burundi dans le domaine des violences sexuelles et basées sur le genre.

Les violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG) demeurent un problème endémique au Burundi. Les femmes et les jeunes filles sont victimes quotidiennement de violences bien qu'une grande majorité de ces cas ne soit pas rapportée à la police. L'absence de système de collecte de données sur le sujet rend difficile l'estimation du nombre de cas de VSBG. Malgré le fait d'avoir ratifié et signé de nombreux protocoles, accords et conventions en faveur des droits des femmes, le Burundi fait toujours face à un phénomène de violence important à l'égard des femmes et des enfants. En 2012, une commission de lutte contre les VBG été mise en place, ainsi que des points focaux auprès des Tribunaux de Grande Instance, des Parquets de base et des Ministères sectoriels. En 2016, une loi spécifique sur la prévention, la protection et la répression des VSBG, s'ajoute à la Politique Nationale Genre (2012– 2025) qui a été adoptée par le gouvernement burundais. Le Burundi a également ratifié la Déclaration de Kampala sur les violences sexuelles et basées sur le genre adopté par les pays membres de la CIRGL en décembre 2011.

Cependant, la caractéristique commune aux cas de VSBG est leur faible taux de judiciarisation par manque de volonté et de moyens. Dans ce contexte, l'observatoire va représenter un instrument important pour veiller et alerter sur les lacunes liées à la lutte contre

les VBSG. L'observatoire va être aussi responsable pour la révision de la Stratégie nationale de lutte contre les VBSG et va supporter les activités d'assistance à l'aide légale prévues par le programme d'appui au secteur de la justice. Il sera également concerné par la recherche, le plaidoyer pour une culture de non-violence, la centralisation des données sur les VBSG, la gestion d'une base de données et la coordination et orientation des actions des CDFC contre le VBSG. L'observatoire devra également formuler des avis sur les projets de textes des lois sur les VBSG.

Dans le but de rendre plus durables les activités de l'observatoire le secteur privé sera impliqué et des outils numériques seront mis en place. L'UE envisage ainsi la participation d'une société de téléphonie (Econet LEO S.A.<sup>12</sup>), dans la création d'une ligne téléphonique à l'écoute des femmes victimes de VBSG. L'observatoire sera aussi une plateforme de collaboration entre les différents acteurs engagés dans la lutte contre ces violences.

Les activités menées par l'Observatoire vont contribuer à déterminer les lacunes de la loi n°1/013 du 22 septembre 2016 portant Prévention, Protection des Victimes et Répression des Violences basées sur le Genre, y compris sa non-application, et d'identifier des mesures correctives.

**L'objectif thématique** est de garantir l'absence de toute forme de violence de genre.

**L'objectif spécifique** est de contribuer à la réduction de la vulnérabilité des femmes, femmes handicapées, femmes cheffes de ménages et femmes Batwa et de l'impunité des violences sexuelles et basées sur le genre.

**Les résultats escomptés** de l'action sont:

*R.1 Un Observatoire de lutte contre les VBSG est mis en place et est fonctionnel à l'intérieur du MSNDPHG.*

*R.2 Une ligne téléphonique à l'écoute des victimes des VBSG est fonctionnelle à l'intérieur de l'Observatoire.*

*R.3 Les victimes de VBSG ont accès amélioré à la justice pour faire entendre leur cause.*

*R.4 Les acteurs de la chaîne pénale et les acteurs sociaux, membres de CDFC, sont informés et sensibilisés sur la prise en charge juridique et judiciaire des victimes de violences basées sur le genre.*

*R.5 Les Centres de Développement Familiaux et Communautaires (CDFC) et les comités d'autopromotion féminine sont équipés et fonctionnels pour former et autonomiser les femmes et les filles.*

Les indicateurs de résultats thématiques clés sont:

- % de femmes, y compris celles confrontées à des formes de discrimination multiples et intersectionnelles, signalant avoir été victimes de violences physiques ou sexuelles et demandant de l'aide, par secteur, c'est-à-dire a) les services gouvernementaux et

---

<sup>12</sup> Econet S.A. a lancé en 2021 différents partenariats avec ONU-Femmes. À l'occasion de la journée internationale de la femme, Econet a lancé « *Boss Lady na Econet* », une campagne qui faisait la promotion de la femme Burundaise et qui mettait en valeur des idées de femmes et filles entrepreneurs du Burundi.

services de la société civile ; ou b) l'aide sociale, l'aide juridique, l'hébergement/le refuge, la protection policière.

- % d'organisations de défense des droits des femmes fournissant des services visant à répondre aux violences sexuelles et fondées sur le genre qui disposent d'un financement public suffisant à la suite du soutien apporté par l'UE
- % de violences sexistes signalées à la police, portés devant la justice et ayant donné lieu à une condamnation des auteurs, ventilé au moins par sexe
- Degré de participation des organisations de femmes de la société civile menant des actions contre les violences à l'égard des femmes et des filles à l'élaboration des politiques et/ou à la mise en œuvre de l'action.

Le budget prévu pour la mise en place de cette action est d'environ 2,000,000 EUR pour une durée de quatre ans. Une partie du budget de NDICI PIP, NDICI IEDDH, NDICI OSC-AL vont contribuer à financer des activités complémentaires à cette action G2. Le secteur privé sera également mobilisé. Cela permettra non seulement de renforcer la durabilité de l'action mais aussi d'encourager la responsabilité sociale d'entreprise (RSE) au Burundi.

#### **4. Engager un dialogue en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et de l'autonomisation des femmes**

Un Groupe Sectoriel Genre avait été mis en place codirigé par le Ministère ayant le genre dans ses attributions et ONU Femmes. Son objectif était de rassembler les différents partenaires gouvernementaux, bilatéraux et multilatéraux, des Organisations de la Société Civile (OSC) pour mener le plaidoyer et mobiliser des ressources pour la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, ainsi que pour coordonner l'action de ces différents acteurs.

Cependant, le fonctionnement de ce groupe n'a pas été régulier et suite à la crise de 2015 il n'y a pratiquement plus eu de réunions.

Un comité de pilotage de la Résolution 1325 a également été mis en place par des OSC mais son fonctionnement a été très affecté par la crise.

Dans ce contexte, la nouvelle feuille de route des OSC prévoit de dynamiser le groupe sectoriel genre et le comité de pilotage de la résolution 1325.

Des activités de plaidoyer pour l'égalité femmes-hommes seront aussi mises en place par un groupe sectoriel genre composés de 5 OSC mis en place récemment dans le cadre du projet UE visant à renforcer la participation des organisations burundaises de la société civile dans la gouvernance du développement socio-économique.

Des actions de plaidoyer de l'UE et les EM sur plusieurs sujets spécifiques sont également envisagés afin d'encourager les autorités à :

- l'adopter la Stratégie Nationale de Planification et de Budgétisation Sensible au Genre (PBSG). Il s'agit d'un outil qui permettra de prendre en compte les besoins et intérêts des femmes et des hommes dans les politiques et programmes de développement grâce à l'intégration de l'approche genre dans toutes les étapes du processus budgétaire.
- Modifier le code de famille afin d'éliminer les dispositions discriminatoires qui persistent.

- Modifier loi sur la succession, les régimes matrimoniaux et les libertés afin de rendre possible aux femmes d'hériter.

## **5. Activités de sensibilisation et autres activités de communication/diplomatie publique**

L'Union européenne et ses partenaires vont promouvoir des activités de diffusion et de sensibilisation en organisant des journées sur le genre et le développement, ainsi que des rencontres avec les représentants du gouvernement, des parlementaires et des organisations de la société civile du pays. L'UE va en outre continuer à fournir un appui aux organisations de la société civile qui luttent contre la violence sexiste et aux efforts de mobilisation en faveur de l'égalité entre les sexes dans la fonction publique.

En complément aux activités de sensibilisation pour la journée internationale des femmes (8 mars) et la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes (25 novembre), dans le cadre du projet d'appui aux médias l'UE a proposé au Ministère de la Communication, des Technologies de l'Information et des Médias, l'institution d'un prix national annuel pour le journalisme sensible au genre qui soulignera le rôle essentiel qui jouent les journalistes, hommes et femmes, dans la promotion de l'égalité de genre.

L'égalité entre les femmes et les hommes dans la participation, l'accès et la contribution à la vie culturelle, est prise en compte par le projet d'appui au secteur de la culture de l'UE. Le rééquilibrage des droits entre hommes et femmes est encouragé dans les diverses créations et productions artistiques qui seront soutenues soit par le projet mis en œuvre par Africalia que par les activités culturelles réalisés en partenariat avec l'Institut Français au Burundi.

## **6. Facilité de coopération et/ou ressources financières allouées pour soutenir la mise en œuvre du plan d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes III**

L'UE a prévu la mise en place d'une « facilité d'assistance technique » pour soutenir la mise en œuvre du plan d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes III et l'intégrer dans les actions qui seront financées par le PIP 2021-2027 Burundi. À cet égard, une enveloppe d'environ 300,000 EUR a été prévue dans la Facilité de Coopération Technique II (FCT II).

*Date:* .....

*Signature du chef de délégation:* .....